Nos 3 et 4 — 14e Année — LE NUMERO CINQ CENTIMES — (13 et 14 Nivôse, An 110) — Vendredi 3 et Samedi 4 Janvier 1902

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

RÉDACTION : ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trésor) — TOURCOING, rue VERTE, 53

Siège administratif — Rue Nationale, 51, à Lille

PRIX DES ABONNEMENTS — ROUBAIX-TOURCOING — Trois mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr. — Nord et départements limitrophes — Trois mois, 5 francs. — Un an, 20 francs.

PRIX DES ANNONCES — ANNONCES . . . . . 0 fr. 25 la ligne — RÉCLAMES . . . . . 0 fr. 50 — FAITS DIVERS . . . . . 0 fr. 75 — LOCALES . . . . . 1 fr. 00

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

1901-1902

L'année 1901 a fait son œuvre. Elle a vu s'affirmer et se consolider, de façon éclatante, l'alliance avec la Russie, base de notre politique extérieure, sauvegarde de notre sécurité. Elle s'est terminée sur une manifestation significative du rapprochement qui s'est opéré, depuis trois ans, entre la France et l'Italie, et qui a déjà ruiné, sinon matériellement et diplomatiquement, du moins dans l'opinion publique italienne, la triple alliance des puissances centrales.

Jamais, depuis nos désastres, la situation extérieure de la France n'avait été plus favorable ; jamais ses rapports avec les autres nations, n'avaient été meilleurs; jamais nous n'avons pu regarder l'avenir avec plus de confiance, délivrés enfin des inquiétudes et des angoisses qui nous oppressèrent pendant tant d'années.

Au cours de ce 1901, qui vient de finir, les partis de réaction coalisés ont renouvelé, incessamment, avec une vigueur redoublée, les efforts qu'ils avaient déjà faits en 1899 et 1900 pour renverser le gouvernement de défense républicaine. Vainement !

Le ministère Waldeck-Rousseau a résisté à tous les assauts ; il a traversé heureusement les difficultés les plus redoutables. Il est aujourd'hui plus solide que jamais, et ses adversaires les plus acharnés ont abandonné tout espoir de provoquer sa chute, comme ils le souhaitaient passionnément, avant les élections législatives générales.

C'est que ce cabinet, furieusement attaqué par les réactionnaires de toute catégorie, a rallié autour de lui, par cela même, l'immense majorité du pays républicain. Partout, dans les villes, dans les campagnes, tous les militants de la cause républicaine, tous les défenseurs de la démocratie, toutes ces populations généreuses profondément attachées à la République et à ses institutions, ont les regards tournés vers M. Waldeck-Rousseau. Ils applaudissent à son courage et à son ardente énergie. Ils le soutiennent sa tranquille énergie. Ils le soutiennent de leurs encouragement et de leurs félicitations. Ils lui donnent la force nécessaire pour triompher des obstacles et des embûches, des défaillances et des mauvais vouloirs.

Comme M. Loubet, que les coalisés monarchistes, nationalistes, cléricaux, mélinistes, insultaient naguère à qui mieux mieux, contre lequel ils dirigeaient les pires diffamations et les plus odieuses agressions, et que toutes ces ignominies n'ont fait que grandir dans le respect et l'affection populaires, ainsi M. Waldeck-Rousseau, injurié, lui aussi, sans trêve ni relâche, par les mêmes hommes, calomnié, outragé, vilipendé, voit s'accroître chaque jour davantage son autorité et son prestige aux yeux du pays.

Fort de cet appui de l'opinion publique, le ministère de défense républicaine a poursuivi sa tâche. Il a ajouté à l'œuvre républicaine déjà si considérable, quoi qu'en disse ses détracteurs, cette grande loi sur les associations, qui est à la fois une loi libérale et démocratique, également importante au point de vue politique et au point de vue social, et une mesure de défense de la société civile contre la puissance congréganiste et cléricale.

En même temps, le ministre de la guerre essayait d'arracher l'armée à la République à la camarilla-jésuite qui s'en était emparée, et en avait fait sa chose, son domaine exclusif et privilégié. Tâche difficile et périlleuse, où il lui a fallu montrer une rare vaillance et une indomptable volonté ; tâche où de multiples entraves parfois l'arrêtent et le paralysent; tâche noble et juste entre toutes puisque l'armée appartient aujourd'hui à la nation, et qu'elle ne saurait être accaparée par une coterie ennemie de la République et de la démocratie.

Vaste et grande réforme sociale, préparée par le gouvernement et par la commission de la Chambre, en vue d'assurer une pension de retraite aux invalides du travail, aurait dû marquer glorieusement la fin de cette année 1901.

Les anti-ministériels de droite et d'extrême-gauche ne l'ont pas voulu. Sous prétexte d'enquête, ils ont fait ajourner cette loi, dont des milliers de vieux travailleurs devraient commencer, dès maintenant, à bénéficier.

Qu'ils portent la responsabilité de leur conduite devant le pays.

Du moins, la question est-elle posée dans des conditions de précision et de possibilité pratique, et avec l'appui d'études approfondies, qui permettront, espérons-le, de la résoudre en 1902.

***

Rarement année a débuté, en France, au milieu de préoccupations plus vives et plus ardentes que celle où nous venons d'entrer.

Si le ministère Waldeck-Rousseau a réprimé l'émeute et les conspirations cléricales, s'il a ramené la tranquillité dans la rue, l'excitation reste grande dans les esprits.

Toujours vaincue dans les innombrables assauts qu'elle a livrés à la République et à la démocratie, au cours de ces trente dernières années, la réaction monarchique, cléricale, césarienne, n'a jamais un instant désarmé. Sans cesse, elle est revenue à la charge, changeant ses enseignes, son étiquette et sa tactique.

Franchement monarchiste, d'abord, elle s'intitula ensuite simplement conservatrice; puis elle fut successivement catholique, boulangiste, ralliée. Elle vient d'accomplir un nouvel avatar. Elle se présente aujourd'hui sous le nom de nationaliste.

A l'abri de cette appellation équivoque, marche l'armée la plus hétérogène et la plus bigarrée : des conservateurs et des démagogues, des ultramontains et des athées, des républicains modérés et des communards. C'est un amalgame étrange d'éléments hostiles et disparates, unis par une haine commune contre la démocratie et contre la liberté.

Cette coalition, que la Congrégation a réussi à former, qu'elle inspire et qu'elle dirige, constitue, comme on l'a dit à la réunion qui a eu lieu dimanche à Valenciennes sous la présidence de M. Thellier de Poncheville, une seule armée.

Et c'est ce qui la rend redoutable, en face des divisions qui existent parmi les troupes démocratiques.

Aussi la bataille sera-t-elle rude.

La réaction s'y prépare avec une ardeur passionnée. Elle multiplie sa propagande. Elle rassemble partout ses forces, elle recherche tous les moyens d'action. Et surtout, elle réunit des sommes considérables.

L'argent, c'est sur la puissance de l'argent qu'elle compte. C'est dans l'argent qu'elle met son suprême espoir pour remporter la victoire.

Les millions s'ajoutent, dit-on, aux millions, dans les caisses de l'Action libérale et de la Patrie française. On dépensera le demi-milliard, presque un million par député !

Les républicains et le gouvernement auront à se préoccuper des mesures à prendre contre cette campagne de corruption.

Ils ont à défendre la République contre un assaut furibond, menaçant ses institutions, ses lois, son esprit, son principe même.

Jamais, depuis le péril boulangiste, la situation ne fut plus grave ; jamais lutte électorale ne fut plus violente et plus acharnée; jamais l'enjeu n'en fut plus décisif pour l'avenir de notre pays.

La vieille armée républicaine, nous en sommes convaincus, triomphera, en face du péril, sa valeur renommée.

Si, dans notre région du Nord, des divisions et des égarements l'ont affaiblie, nous savons qu'heureusement, dans presque toutes les autres parties de la France, la réaction sera écrasée.

Nous aurons certainement notre part dans cette grande victoire.

Et, en saluant l'année 1902 qui commence, nous l'accueillons avec grand espoir et ferme confiance.

Georges ROBERT.

LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE

Encore une circulaire sur la fréquentation scolaire ! Quand nous serons à cent, nous ferons une croix... Nous n'attendrons pas longtemps.

On ne peut que louer M. le Ministre de l'Instruction de ses bonnes intentions. Mais malheureusement sa nouvelle circulaire, se produira pas plus d'effet que ses devancières : c'est perdre son temps et sa peine que demaire appel aux Commissions scolaires qui ne veulent ou n'osent rien faire. Et puis que faire avec des gens qui, pour la plupart, sont cultivateurs ou industriels et employent, sans vergogne, des enfants encore soumis à l'obligation scolaire ! Ne voyons-nous même pas, hélas ! dans nos Commissions sco'aires, des richards qui voient de fort mauvais oil la masse du peuple s'instruire et s'éclaire !

M. le Ministre n'ignore peut-être pas ces choses, et, pour le cas où ses prescriptions seraient mal entendues, il appelle à la rescousse les instituteurs. Ecoutez la circulaire ; « ... d'entre part, les instituteurs et institutrices doivent être bien convaincus que la bonne fréquentation scolaire dépend, dans une large mesure, de leur action personnelle.... L'instituteur qui sait gagner l'affection des enfants et leur faire aimé l'école, qui agit auprès des familles et leur montre la nécessité de l'instruction, obtient presque toujours une bonne fréquentation. C'est ainsi que, partout, dans deux communes voisines, on voit l'école d'un côté, prospère et vivante, de l'autre, peu fréquentée et languissante ».

De telles paroles feront rêver beaucoup d'instituteurs, car d'une part, M. le ministre leur fait un grand honneur en leur attribuant une autorité en une influence qu'ils ne sauraient avoir dans les temps difficiles où nous vivons, et, d'autre part, comme les absences sont nombreuses dans presque toutes les écoles, il est à supposer que la plupart des instituteurs font preuve d'indolence et que non-écoles sont presque toutes languissantes.

Que M. le ministre se rassure. Tous les instituteurs, toutes les institutrices font leur devoir, tout leur devoir. S'il y a des coupables, ce n'est point parmi eux qu'il faut les chercher.

Au mal signalé tant de fois, le seul remède serait, de l'avis de tous les instituteurs, la suppression des commissions scolaires et la composition des délégués sur la requête des inspecteurs primaires.

Un instituteur.

Comédies politiques

POT-BOUILLE

Ah ! que je me mords les pouces de m'être mêlé de gloser les dernières séances de notre Conseil municipal ! Ne voilà-t-il pas maintenant qu'on me presse de dire le fin mot de cette affaire des *Cuisines populaires* ?

Mais, mes bons amis, comment en saurais-je plus que vous ? Je ne connais point toute la cuisine municipale et je ne sai pas goûter les sauces. Tout ce que je sais, c'est tourner autour du pot, attendant que M. le juge Davaine en ait levé le couvercle. Alors nous sentirons bien ce qu'il y a dedans. Faites comme moi, prenez patience.

Peut-on se reconnaître parmi toutes ces contradictions ? Les uns vous abordent d'un air entendu et vous chuchotent à l'oreille : « Grave affaire ! Gros scandale ! » Les autres, haussant les épaules, en scoptiques, prédisent : « C'est d'une souris qu'accouchera la montagne ! »

Pourtant, après la dernière séance du Conseil municipal, je croyais bien que cette fumée trahissait quelque feu. M. le Maire était dans ses petits souliers, quand un conseiller l'obligeait, par une question insidieuse ou naïve, je ne sais, à confesser que cette *Société des Cuisines populaires* était une commission municipale. Vrai, il n'était pas à son aise, le berrhomme Delory. Il en oubliait de soigner ses finales ; il ne les prononçait plus à la *Illiotss*', à quoi, vous le savez, tient une part de sa popularité. Lui qui a tant et de si malins tours dans son sac, il n'imagina rien de mieux (ce qui n'est pas fatigué un entendement moyen) que de changer l'enseigne de la boutique. Ce sera désormais la *Société des Fourneaux économiques et des Cuisines populaires*. La formule n'est pas heureuse, car il est bien évident que si ces fourneaux deviennent économiques, la cuisine n'en sera plus populaire.

Mais si l'orage se dissipe, si *la poutre* n'est qu'une paille et si tout tourne en eau de *goudin*, la fête n'en a pas moins sa moralité. Il est bon de la dire.

Quand j'après qu'un Goudin était en cause, « l'ions, me dis-je, ce *cuisinier* » même non que notre Adjoint aux Travaux. Simple coïncidence, sans doute ; — Mais lorsque celui-ci, prenant feu au même fourneau (économique), se mit à nous tympaniser l'honneur de sa famille, je fus estomaqué : « Sa famille ? Quoi ! ces honnoymes sont frères ! »

L'histoire devenait intéressante. Est-ce donc que dans notre parlemitre municipale un conseiller adjoint ou conseiller fait mijoter qui un frère, qui un neveu, qui une belle-sœur, qui une cousine ? Est-ce que dans toute place, où s'étale la vanité ou se gonfle la bourse, est caché un parent ? Ces mesdames ? Ces messieurs les noms, indiquez les degrès de parenté, que nous sachions un peu ce que nous coûtent vos vertus familiales.

Je savais bien qu'il y avait toujours, dans l'auberge de la Place Rihour, une place pour les camarades. A chaque venant, on se tasse un peu. Au chaud l'hiver, au frais l'été, il fait si bon à préparer la barangue qu'on improvisera le soir dans quelque réunion publique, diatribe contre le bourgeois ou panégyrique de Guesde. Les apôtres n'y trouvent pas seulement le gîte ; pour le souper et le reste, on leur paie de bons appointements, qui grossissent chaque année. C'est ce que la Mairie appelle *encourager un budget*, par une faute de prononciation, qui semble un cynique à peu près. Viennent les élections, tous ces ronds de cuir sont candidats. Au mois de juillet dernier les affiches du P. O. F. (à l'angle desquelles se voyait le soleil de la fortune) semblaient des états du personnel municipal.

Aussi ne me paraît-il pas comprendre le fin des choses, ce conseiller qui demandait naguère comment faire se pourait que le nombre des employés et le chiffre de leurs appointements augmentassent toujours, alors que ne diminuaient ni la liste des auxiliaires ni les sommes qu'ils perçoivent...

Mais, bah ! me disais-je, c'est pour le Parti, pour la doctrine. Et peut-être, après tout, ne sont-ce là que des bons époux et bons pères de famille ?

Et, pour tout dire, je m'attristais de cet détachement. Moi, je suis bon époux et bon père (j'espère bien qu'on l'écrira dans mon épitaphe); je retranche même sur ma bière et mon tabac, pour acheter une fanfreluche à ma femme, un hochet à mes moutards ; et, à part moi, j'objectais à ces chanteurs d'*internationale* le couplet du pauvre Mac-Nab :

« Quand on a du cœur,
On pense à sa sœur,
A sa femme, à ses mioches. »

Me voilà rassuré. Nos collectivistes ont du cœur ! Il y avait la *Maison du peuple*, c'était bien. Il y a la *Maison de famille*, c'est mieux !

Un Petit Contribuable.

« Louise » en Allemagne

Si nous faisons honneur à la musique allemande en accordant que place dans nos théâtres musicaux aux œuvres de Richard Wagner, il faut reconnaître que ceux-ci nous rendent la pareille.

En effet, nous apprenons qu'en ce moment notre éminent concitoyen et jeune compositeur Charpentier dirige à Hambourg et à Elberfeld les dernières répétions de ses toujours triomphante *Louise* qui sera représentée dans ces deux villes, les 2 et 3 janvier, en première représentation, et le 6, à Leipzig.

Avant la première, les journaux allemands publient des articles extrêmement élogieux de l'œuvre de notre compatriote, alors que celui-ci se déclare par avance très satisfait de l'interprétation et loue sans restriction les artistes et l'orchestre qu'il déclare de « premier ordre ».

ACTUALITÉ

LES CARTES DE VISITE

Leur utilité. — Autrefois et aujourd'hui. — Chez les souverains. — Chez les sauvages. — Les usages

Voici l'époque où s'envoient les cartes de visite, l'heure où chacun maugrée contre cet usage sans rien tenter d'ailleurs, pour le faire disparaître. De sorte qu'au milieu des compliments et des témoignages de joie, des petits cartons auraient plutôt tendance à crotiner, au point que les statisticiens qui se mêlent de tout, même des choses sans grand intérêt, ont pu évaluer à six cents millions, — si plus, si moins — le nombre des bristols échangés. Un jeu chiffre, comme on voit.

D'où vient que cette coutume tant décriée soit ancrée si solidement dans nos mœurs! Mon Dieu! la cause est simple. D'abord il convient de bien se persuader que ceux qui protestent le plus énergiquement contre elle, sont précisément ceux qui envoient le plus grand nombre de cartes — ce qui n'est pas le moyen de changer le mode. Puis, il faut reconnaître que le bouquet. Ce sera désormais la *Société des Fourneaux économiques et des Cuisines populaires*. La formule n'est pas heureuse, car il est bien évident que si ces fourneaux deviennent économiques, la cuisine n'en sera plus populaire.

Mais si l'orage se dissipe, si *la poutre* n'est qu'une paille et si tout tourne en eau de *goudin*, la fête n'en a pas moins sa moralité. Il est bon de la dire.

Quand j'après qu'un Goudin était en cause, « l'ions, me dis-je, ce *cuisinier* » même non que notre Adjoint aux Travaux. Simple coïncidence, sans doute ; — Mais lorsque celui-ci, prenant feu au même fourneau (économique), se mit à nous tympaniser l'honneur de sa famille, je fus estomaqué : « Sa famille ? Quoi ! ces honnoymes sont frères ! »

L'histoire devenait intéressante. Est-ce donc que dans notre parlemitre municipale un conseiller adjoint ou conseiller fait mijoter qui un frère, qui un neveu, qui une belle-sœur, qui une cousine ? Est-ce que dans toute place, où s'étale la vanité ou se gonfle la bourse, est caché un parent ? Ces mesdames ? Ces messieurs les noms, indiquez les degrès de parenté, que nous sachions un peu ce que nous coûtent vos vertus familiales.

Je savais bien qu'il y avait toujours, dans l'auberge de la Place Rihour, une place pour les camarades. A chaque venant, on se tasse un peu. Au chaud l'hiver, au frais l'été, il fait si bon à préparer la barangue qu'on improvisera le soir dans quelque réunion publique, diatribe contre le bourgeois ou panégyrique de Guesde. Les apôtres n'y trouvent pas seulement le gîte ; pour le souper et le reste, on leur paie de bons appointements, qui grossissent chaque année. C'est ce que la Mairie appelle *encourager un budget*, par une faute de prononciation, qui semble un cynique à peu près. Viennent les élections, tous ces ronds de cuir sont candidats. Au mois de juillet dernier les affiches du P. O. F. (à l'angle desquelles se voyait le soleil de la fortune) semblaient des états du personnel municipal.

Aussi ne me paraît-il pas comprendre le fin des choses, ce conseiller qui demandait naguère comment faire se pouait que le nombre des employés et le chiffre de leurs appointements augmentassent toujours, alors que ne diminuaient ni la liste des auxiliaires ni les sommes qu'ils perçoivent...

Mais, bah ! me disais-je, c'est pour le Parti, pour la doctrine. Et peut-être, après tout, ne sont-ce là que des époux et bons pères de famille ?

Et, pour tout dire, je m'attristais de cet détachement. Moi, je suis bon époux et bon père (j'espère bien qu'on l'écrira dans mon épitaphe); je retranche même sur ma bière et mon tabac, pour acheter une fanfreluche à ma femme, un hochet à mes moutards ; et, à part moi, j'objectais à ces chanteurs d'*internationale* le couplet du pauvre Mac-Nab :

« Quand on a du cœur,
On pense à sa sœur,
A sa femme, à ses mioches. »

Me voilà rassuré. Nos collectivistes ont du cœur ! Il y avait la *Maison du peuple*, c'était bien. Il y a la *Maison de famille*, c'est mieux !

Un Petit Contribuable.

« Louise » en Allemagne

Si nous faisons honneur à la musique allemande en accordant que place dans nos théâtres musicaux aux œuvres de Richard Wagner, il faut reconnaître que ceux-ci nous rendent la pareille.

En effet, nous apprenons qu'en ce moment notre éminent concitoyen et jeune compositeur Charpentier dirige à Hambourg et à Elberfeld les dernières répétions de ses toujours triomphante *Louise* qui sera représentée dans ces deux villes, les 2 et 3 janvier, en première représentation, et le 6, à Leipzig.

Avant la première, les journaux allemands publient des articles extrêmement élogieux de l'œuvre de notre compatriote, alors que celui-ci se déclare par avance très satisfait de l'interprétation et loue sans restriction les artistes et l'orchestre qu'il déclare de « premier ordre ».

L'ARTICLE DU JOUR

Du « Figaro »

De Fantine à Louise

Tandis qu'enlevée par M. Gustave Charpentier, Louise, la petite Montmartroise, visite les grandes villes d'Allemagne, Paris, se prépare à répéter *les Burgraves* pour célébrer, à la Comédie-Française, le centenaire de Victor Hugo. L'ouvrière à la frimousse mutine et rusée, le jour, par les rues ruisselantes, insouciante et gracieuse ; l'enfant de la Butte, va être représentée par de blondes Saxonnes ou de brunes Bavaroises, en même temps que les héroïnes du romantisme, venues de la-bas, seront incarnées par les plus sensibles et les plus distinguées comédiennes du Théâtre-Français. Il semblerait, presque, qu'on voulût célébrer Victor Hugo, à peu de distance, sous deux aspects aussi différents et aussi vrais l'un que l'autre. Car Louise, aussi, est petite-fille du peuple, et, pour être plus modeste, elle n'en est pas moins légitime.

Telle est, du moins, la pensée de M. Gustave Charpentier. Héros espagnols, héros allemands, grandes échappées lyriques : tout cela ne touche point l'âme de l'organisateur des fêtes des Muses. Il préfère un autre Hugo.

— Je veux chanter, disait-il, il y a quelques jours, le poète de ceux qui ont été bercés par sa voix, de ceux qu'il a aimés dans les heures troubles de sa vie, des simples qui ont fait de lui non un poète populaire à la façon de Béranger, mais le plus populaire des poètes. »

M. Gustave Charpentier est bien un musicien parisien, j'allais dire montmartrois. Il ne quitte guère, qui pour défendre son inspiration du dehors, les contreforts verdoyants et pittoresques où il séjourne, tout près du sommet.

— Mon projet, paraîtra-t-il, n'est pas encore arrêté, je ne sais pas au juste ce que je ferai : je n'ai pas suffisamment réfléchi. Cependant, je ne voudrai pas de ces défiés de chare, prétendus allégoriques, couverts de dégâts, vêtus de costumes étranges, Cela rappelle par trop la mi-carême ou le mardi-gras.

Non, M. Gustave Charpentier, n'est pas non plus un musicien officiel. Il veut que dans l'hommage que rendront au Maître, artistes, écrivains et penseurs, les ouvriers et les jeunes petits trottins soient à l'honneur dans cette cérémonie nationale, entre les académiciens vêtus de vert et les corps constitués vêtus de noir. Pour lui, la fête de Victor-Hugo se confond avec la fête dupeuple.

« On verra, non seulement des muses de Paris, mais des délégations de parmi.

« Vous ne saurez croire ce qu'un auteur obtient de ces figurantes. Leur charme naturel, leur mimique, leur inexpérience toujours gracieuse, communiquent à leurs gestes, à toute leur personne un caractère si vif et presque élégant. Je les préfère à bien des artistes de profession.»

Loin de son cher Paris, les petites muses, dont le souvenir l'accompagne, l'inspireront :

« On m'accuse de trop aimer Paris, ajoutait le jeune maître. Pourquoi? Parce que la scène représente un quartier de Paris, un square ? Je m'amuse parfois du parti pris de certaines critiques qu'on m'adresse... Sans doute, Paris est bien le décor qui me convient le mieux ; mais, déplacée, appelez-moi Berlin, Moscou, Pékin — qui sais-je ? — vous verrez... Ce qui se passe dans ces petites têtes est vrai partout ; c'est très humain.

Et je revois M. Gustave Charpentier, debout, une expression d'intelligence et de bonté sur le visage. Il tortura sa barbiche de peintre ; ses cheveux, en longues mèches rejetées en arrière, encadrent son front ; un rayon de soleil glisse par la fenêtre, sur des nages éparses de partitions et de manuscrits; ses yeux sont ailleurs, regardant, là-bas, Paris encore ensommeillé dans la grisaille d'un matin un peu triste. Une vague rumeur monte du dehors : je crois entendre la « Chanson de Fantine », par la voix de « Louise » :

Nous achèterons de bien belles choses,
En nous promenant le long des faubourgs.
Les bleuets sont bleus, les yeux sont bleus,
Les bleuets sont bleus, j'aime mes amours...

Albert-Emile SOREL.

Block-Notes

LA PASSION

Pourquoi reprochait-on à l'abbé Perosi, le jeune musicien italien dont les œuvres ont été acclamées dans son pays et à l'étranger, de montrer au cours de ses compositions religieuses une tendance théâtrale ? Certes, les supérieures hiérarchiques ont le droit de se préoccuper de la nature de l'inspiration qui fait chanter l'âme sacerdotale de Perosi, de craindre que les triomphes, les ovations ne troublent la sérénité de cette âme et ne la poussent vers des tentatives plus mondaines ; mais l'Eglise n'a pas pour le théâtre, aujourd'hui du moins, une horreur si sacrée.

Nous voyons, en effet, que M. l'abbé Jouin, curé de Saint-Augustin, à Paris, vient de faire entendre au presbytère de sa paroisse la Passion, drame sacré dont il est l'auteur. Le Figaro nous donne l'analyse suivante du drame de M. l'abbé Jouin :

« L'œuvre de l'abbé Jouin fait songer qu. drame que l'on représente tous les dix ans à Oberammergau. Comme lui, elle est divisée en trois grandes parties : la Trahison, la Sentence et le Golgotha, avec un prologue représentant l'entrée de Jésus à Jérusalem, et un épilogue célébrant le triomphe du Christ. M. l'abbé Jouin a respecté, en dépit des évolutionistes : mais il a inventé quelques dialogues accessoires, créé quelques personnages secondaires, et par la clarté de l'exposition, par la logique de l'enchaînement, cette œuvre, si jamais elle était représentée, contribuerait le plus énormément des spectacles. »

A vrai dire, l'abbé Jouin n'a composé que le livret. La musique est de M. Alexandre Georges, le jeune maître qui écrivait pour les Poèmes sacrés du poète Armand Silvestre une musique enveloppante, énamourée, massénétique ; elle dut faire du bien à plusieurs débutantes. Bach, si les échos montrent jusqu'à lui.

Le succès de la Passion devant un auditoire bien pensant, où les ecclésiastiques étaient fort nombreux, prouve que l'Eglise de France se rendra pas pour ses prêtres les prêtres de la Passion. Le Passion, certes, est un sujet religieux au premier chef ; mais, à côté de la Passion du Christ, il met en scène les passions humaines : c'est du théâtre ; quelqu'il est peu de situations plus émouvantes ; c'est du théâtre aussi par les artistes profanes — Mlles Eldomora Blanc, Gaëtane Vicq, Darsy et Jouassin ; MM. Auhuez, Warmbrodt, Bernard, Gigout, Vidal, Philipp Garnier, Fernand Depas, etc. — appelés à interpréter l'œuvre, par les décors et accessoires.

Allons-nous voir refleurir dans les presbytères les beaux temps des mystères, et les bords de la Seine vont-ils se couvrir de théâtres ambulants pour « faire la pige » à Oberammergau ? Mais alors les temps de M. Bonnefoy, ce précurseur, sont revenus, lui qui fit triompher la Passion dans les foires !

MAYFLAN

LE PAPE ET LES RALLIÉS

Les élections générales préoccupent le pape, qui ne peut décidement se consoler de la loi des associations. « Je suis désolé », répète-t-il aux tous les tons aux pèlerins qui vont réclamer sa bénédiction. « Je suis désolé ». Et il se lamente. Il fulmine, comme un simple catéchiste, contre le franc-maçonnerie, « qui gouverne tout », dit-il, de qui, lui disent ses familiers, vient tout le mal.

C'est la franc-maçonnerie qui veut le séparation de l'Eglise et de l'Etat. C'est elle qui veut abroger le Concordat. C'est elle qui va faire les prochaines élections générales. Décidément, elle est bien puissante, cette franc-maçonnerie.

Oh ! ces élections générales ! Le vieux pape y songe avec tristesse. Il ne tarit pas sur les bienfaits que l'on pourrait en retirer — si elles étaient bonnes, c'est-à-dire si elles amenaient au Palais-Bourbon une majorité de ces ralliés dévoués à la République et plus dévoués encore au Vatican.

Malheureusement, ces ralliés risquent bien de ne point être élus au sceul gré du pape comme le voudrait Léon XIII. Ce n'est pas qu'ils ne soient tout disposés à faire toutes les protestations du républicanisme le plus ardent. Oh ! tant qu'on en voudra. Mais, voilà. Pour avoir de bonnes élections, il faut s'entendre. Et l'on ne s'entend pas.

Ecoutez les plaintes du vieux pontife. D'après le compte rendu que nous empruntons à la *Vérité Française*, quelques-uns de ceux qui étaient ces paroles, Léon XIII « élevait son regard vers le ciel avec une tristesse indicible ».

Je suis désolé, dit-il en pleurant, que ses vœux soient plus intensifs et qu'on n'ait pas pu marcher tous ensemble, il y a trois ans, aux élections, et se placer sur le terrain de la loi sur les associations ?

Ah ! si l'on avait été tous unis, si l'on ne s'était pas séparé, chacun marchant selon ses idées, si l'on avait su se faire des amis, si l'on avait pu se contenter ce moins là où on ne pouvait obtenir plus ce serait en une Chambre moins nombreuse et la franc-maçonnerie n'aurait pas eu en elle le mal qui se commence maintenant.

Il reste cependant encore une planche de salut, le *dernier planche de salut*, ce sont les élections de Pentecôte prochaine. Tout dépend d'elles. Il faut y travailler, il faut que les catholiques fassent le suprême effort : vaincre ou mourir.

Pour cela, qu'ils s'unissent, qu'ils oublient le grosses controverses qui ont fait M. Piou, qui se servent autour de lui. Déjà, ce « brave Piou » a rencontré de l'opposition.

L'appel du pape sera-t-il entendu? Peu nous importe. Ce sera aux électeurs à se méfier des candidats qui, selon l'expression du malin pontife, sauront « se contenter de moins là où ils peuvent obtenir plus. » L'électeur républicain a le nez fin, et cela nous étonnerait fort s'il ne découvrait pas rapidement le « candidat du pape » sous le ralliés aux pompeuses déclarations.

L'homélie de Léon XIII est, du reste, accueillie avec fraîcheur dans les milieux cléricaux, où l'on ne croit guère à la sincérité du « Ralliement » sagnac estime que le ralliement n'a fait jusqu'ici que consolider le parti républicain.

Je crains, dit-il dans l'*Autorité*, qu'il n'en soit ainsi encore cette fois. Les ralliés ont obtenu des admonitions du Saint-Père, autant que notre honneur le permet, nous avons approuvé, nous avons approuvé, nous approuvons, nous approuvons encore. Mais, ces admonitions ne conviennent aux ralliés et même avec les progressistes libéraux, que nous sommes sincères, énergiquement, parfois et cela coûte sera possible.

On voit que les conseils du pape ne seront pas perdus pour tout le monde. Si l'Eglise et les ralliés ne y gagnent rien, les amis de M. Méline en feront, du moins, leur profit.

A la Chambre

L'élection du bureau

Paris, 2 janvier. — Selon l'usage, la Chambre procédera le jour même de la rentrée, au renouvellement de son bureau. L'opération n'offre cette année, qu'un intérêt relatif. En effet, la Chambre n'aura plus à ce moment que deux mois de libres et le bureau sortant qui se compose :

De MM. Deschanel, président, Cochery, Aynard, Maurice Faure, Meunier, vice-présidents, Brisson, Secrétaires, Rajot, Marcel, Bompard, Le Troquer, Rouland et Compayré, secrétaires, Gustave Ridel, Le Chevalier, Guillemet, questeurs, sera réélu en bloc.

Les républicains avancés estiment qu'il serait impolitique, pour une période aussi brève, de livrer bataille à propos de la présidence.

M. Paul Deschanel, gardera donc ces fonctions qu'il aura ainsi occupées pendant toute la durée de la législature.

Il fut élu en effet le 9 juin 1898, à dix voix de majorité contre M. Brisson qui venait d'exercer la présidence pendant trois ans et demi et qui quelques jours plus tard, à la chute du cabinet Bélize, était appelé à former un ministère.

En revanche la lutte sera extrêmement vive après les élections générales, lorsque la nouvelle chambre se constituera. Le parti républicain tenient à nouveau pour tâcher de conquérir la présidence.

Il opposera de nouveau M. Brisson à M. Deschanel et cette fois le résultat ne sera plus douteux. Il ne faut pas, au début de la législature, faire une importance politique exceptionnelle

X. X.